



EXTRAIT DE PÉTITION (Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 62 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT la détérioration des services publics découlant des mesures de rigueur budgétaire imposées par le gouvernement;

CONSIDÉRANT QUE ces mesures étaient inutiles à l'atteinte d'un budget équilibré, en témoignent les surplus dont fait état le dernier budget;

CONSIDÉRANT QUE ces mesures ont touché principalement les personnes les plus vulnérables de notre société, tel qu'attesté par la Protectrice du Citoyen;

CONSIDÉRANT QUE de couper en éducation, c'est hypothéquer notre avenir, en n'aidant pas des enfants qui en ont besoin et en surmenant des enseignants qui ne peuvent gérer des classes où se multiplient les cas difficiles, sans support professionnel adéquat;

CONSIDÉRANT QUE de couper en santé, c'est priver les personnes les plus vulnérables de soins essentiels et en diminuer la qualité, et c'est exacerber la pression et le stress sur le personnel soignant surmené;

CONSIDÉRANT QUE couper dans les programmes de prévention est coûteux, économiquement et socialement, à moyen terme;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons que le gouvernement du Québec :

- réinvestisse massivement les surplus budgétaires dans les services publics, gravement amputés par les mesures d'austérité des dernières années;
- renonce à l'abolition de la taxe santé pour les contribuables ayant un revenu net supérieur à 159 095 \$;
- renonce au rehaussement du seuil d'exemption d'impôt de base – qui remettrait seulement 55 \$ annuellement aux contribuables – et utilise plutôt cet argent pour l'investir dans les services publics; et
- aille chercher tous les revenus auxquels il a droit, notamment en luttant contre l'évasion fiscale, afin de financer adéquatement les services publics.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Manon Massé
Députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques

Date de signature de l'extrait